

# des contrôles

**réfugiés** L'Allemagne poursuit le « durcissement » de sa politique migratoire

CHRISTOPHE BOURDOISEAU  
CORRESPONDANT À BERLIN

Dès lundi, l'Allemagne va généraliser ses contrôles à toutes ses frontières, comme c'était déjà le cas avec la Suisse, la Pologne, la Tchéquie et l'Autriche. L'Allemagne poursuit ainsi le « durcissement » de sa politique migratoire, a justifié Nancy Faeser, la ministre fédérale de l'Intérieur. Elle ne refoulera cependant pas les demandeurs d'asile qui n'ont pas fait de demande ailleurs.

Berlin veut rendre l'Allemagne « moins attractive comme pays d'accueil », « lutter contre l'immigration illégale », contre le « terrorisme » et le « banditisme transfrontalier ».

Concrètement, la police fédérale (Bundespolizei) pourra examiner elle-même les demandes d'asile directement à la frontière sans attendre une décision administrative. Pour vérifier que la personne n'ait pas déjà déposé une demande dans un autre pays de l'Union européenne, les agents auront recours à la base de données d'identification Eurodac pour effectuer une procédure dite « de Dublin » accélérée. La police pourra procéder à des expulsions à la frontière par refoulement.

Mais ils se feront dans le « respect du droit européen », a assuré la ministre, qui n'a pas consulté ses voisins pour ce projet de durcissement de la politique migratoire... Nancy Faeser, qui veut « instaurer un dialogue » avec les pays censés reprendre les migrants, a juste « informé » les pays frontaliers...

## « Inacceptable »

Les réactions n'ont pas tardé : l'Autriche et la Pologne ont déjà fait savoir qu'ils ne reprendront aucun réfugié sur leur sol. Le Premier ministre polonais Donald Tusk, un pro-Européen, a qualifié la décision « d'inacceptable ».

« Le gouvernement est en train de tromper tout le monde en suggérant que le problème de l'immigration se réglera aux frontières intérieures », pré-

vient Gerald Knaus, le politologue autrichien qui avait posé les bases de l'accord migratoire négocié entre l'UE et la Turquie en 2016 pour réduire l'immigration illégale.

« Les Allemands espèrent déclencher ainsi une réaction en chaîne des autres pays. L'effet domino pourrait plonger l'Europe de Schengen – zone sans frontière – dans sa plus grave crise depuis sa création en 1985 », ajoute-t-il.

Pour l'opposition conservatrice (CDU), le gouvernement est trop timide dans sa lutte contre l'immigration illégale. « Tout cela ne va pas assez loin. Ces mesures ne mèneront à aucun

*Le gouvernement est en train de tromper tout le monde en suggérant que le problème de l'immigration se réglera aux frontières intérieures*

Gerald Knaus  
Le politologue autrichien

”

22 septembre. L'AfD a déjà gagné dans une région en Thuringe début septembre (près de 33 %), pour la première fois depuis la fin du nazisme.

Le gouvernement a également pris une série de mesures sécuritaires qui seront votées ce jeudi à l'assemblée fédérale (Bundestag). Elles prévoient une baisse des aides pour les demandeurs d'asile, un durcissement des sanctions contre les réfugiés délinquants et une interdiction des armes blanches dans les lieux publics.

**L'Allemagne a annoncé lundi qu'elle instaurait des contrôles à l'ensemble de ses frontières pour lutter contre l'immigration illégale, redevant un sujet politique majeur pour le gouvernement d'Olaf Scholz face à la montée de l'extrême droite.**

© IMAGO/STEINSIEK.CH



ALGÉRIE

# La réélection triomphale du président sortant cache un désaveu pour le régime

Abdelmajid Tebboune obtient certes 94,65 % des voix, un score massif, mais la participation, finalement fixée à 23,12 % des électeurs inscrits, lui ôte la légitimité qu'il recherchait.



ANALYSE  
BAUDOIN LOOS

Quand le régime algérien se tire une balle dans le pied. L'élection présidentielle organisée samedi 7 septembre a tourné à sa plus grande confusion. Tout était pourtant bien mis en place : à savoir un décor électoral et trois candidats autorisés dont le président sortant, en fait déjà « élu » avant même le scrutin, comme toujours en Algérie, où l'armée veille en sous-main à la protection de ses intérêts.

Or le grain de sable s'appelle l'Anie, l'Autorité nationale indépendante électorale, l'organisme chargé d'organiser et de superviser les élections. Celle-ci a en effet donné des résultats marqués par la confusion. Notamment en ce qui concerne la participation au scrutin, un indice important pour le régime qui tenait à afficher sa légitimité à travers un taux de participation satisfaisant. L'Anie a d'abord annoncé 48 % de « taux moyen de participation par wilaya » (préfecture), une référence étrange, venue d'ailleurs, à laquelle elle a dû finalement renoncer.

## « Imprécisions, incohérences... »

Les chiffres officiels de la participation à cette élection le disent par eux-mêmes : avec 5.329.253 voix sur un total de 5.630.196 voix exprimées, Abdelmajid Tebboune, le président sortant remporte effectivement 94,65 % des voix, mais ces cinq millions et quelques de voix exprimées ne représentent que 23,12 % des 24 millions d'électeurs inscrits. Ce qui veut tout simplement dire que l'immense majorité des Algériens autorisés à voter ne se sont pas dérangés pour ce scrutin joué d'avance.

Devant l'ampleur du malaise, même le vainqueur s'est senti obligé de contester le travail de l'Anie en même temps que les deux autres candidats (l'islamiste Abdelali Hassani Cherif crédité de 3,17 % et le socialiste Youcef Aouchiche de 2,16 %). Les directeurs de campagne des trois hommes ont ainsi signé un communiqué commun dénonçant « des imprécisions, des contradictions, des ambiguïtés et des incohérences relevées dans les chiffres » de l'Anie.

Certes les deux battus, qui savaient

**Abdelmajid Tebboune (ici en visite en Russie en 2023) obtient 94,65 % des voix et pourtant il sort déforcé par l'élection présidentielle de samedi dernier.** © REUTERS.

pourtant, au départ, dans quelle pièce ils jouaient, ont été plus tranchants dans leurs critiques. Abdelali Hassani a parlé de « fraude » et de « tricherie » alors que Youcef Aouchiche a évoqué une « mascarade » non sans donner un exemple frappant, comme le rapporte le correspondant de l'hebdomadaire français *Le Point* : « A Alger, le procès-verbal de l'Anie nous donne 18.873 votants. Mais, dans les résultats que son président a présentés, nous n'en avons que 4.046 ! »

*Vingt millions d'Algériens n'ont pas voté. Le message est arrivé. Le peuple est mûr et veut un véritable changement*

Smaïl Tellai  
Journaliste algérien

”

**« Le peuple veut un changement »**  
Pourquoi ces chiffres visiblement falsifiés ? Une question de tradition ? Sans doute mais pas seulement. Le zèle de fonctionnaires qui croyaient bien faire ? Peut-être. Une idée des « décideurs » de l'ombre pour mettre l'élu dans l'embarras ? C'est en tout cas la situation d'Abdelmajid Tebboune dorénavant. Et ce n'est pas le soutien attendu des habitués porte-voix du régime qui va le rassurer,

comme le quotidien *El Moudjahid*, qui osait écrire, ce lundi, à propos des 94,65 % attribués au candidat ainsi ré-élu que « pour les observateurs et autres analystes politiques, ce taux confère au futur président une plus grande légitimité, pour mettre en œuvre son programme et ses politiques ».

Il serait sans doute plus opportun de méditer dans les allées du pouvoir réel sur la conclusion tirée dans *Le Point* par notre confrère algérien Smaïl Tellai : « Vingt millions d'Algériens n'ont pas voté. Le message est arrivé. Le peuple est mûr et veut un véritable changement. La décision est désormais entre les mains du président et des cercles de décision. »